

Union nationale ou unité ouvrière

Etienne Fajon a consacré récemment trois éditoriaux de *L'Humanité* à l'unité d'action de la classe ouvrière. Lorsque Fajon proclame que « *le front unique des travailleurs communistes et socialistes est indispensable* » (1), nous ne pouvons qu'être d'accord avec lui, nous qui depuis quatre ans, alors que Fajon disait toute autre chose, n'avons cessé d'affirmer que l'unité d'action syndicale et politique était la condition préalable de tout succès ouvrier.

Et Fajon a également raison d'écrire : « *De plus en plus fréquemment les travailleurs, loin de s'en tenir à leurs revendications immédiates, exigent pour demain une politique générale qui permette de satisfaire ces revendications* » (2).

Mais de quelle « politique générale » s'agit-il ?

Les dirigeants du PCF, depuis des mois, ne cessent de le répéter : d'une politique d'union nationale, d'union de tous les Français — impulsée par un « *gouvernement français* », un « *gouvernement qui ne prendra ses morts d'ordre qu'après des Français.* » L'unité ouvrière n'est pour eux, comme le Comité central d'Ivry l'affirmait au mois de septembre, qu'un « *facteur de l'union nationale* ».

Mais les « Français » se divisent en deux classes hostiles, en exploiters capitalistes et travailleurs exploités. Auprès de laquelle de ces deux classes le « *gouvernement français* » prendra-t-il ses mots d'ordre ?

« Auprès de tous », nous répondra-t-on sans doute. Car tous les Français, ouvriers ou patrons, ont également intérêt à s'opposer à la politique américaine.

C'est là une illusion mortelle. Certes, les contradictions sont aujourd'hui plus nombreuses que jamais au sein de la bourgeoisie mondiale. Entre bourgeois français et bourgeois américains, notamment les conflits d'intérêt se multiplient ; l'impérialisme américain s'approprie avec brutalité la part du lion sur les profits capitalistes dans le monde entier ; les patrons français voudraient se voir réserver une part plus large du gâteau. La politique américaine en Europe prend de plus en plus son appui principal sur le patronat allemand ; et cela encore lèse les intérêts de nombreux patrons français.

Mais la bourgeoisie mondiale, face aux travailleurs, a toujours su placer sa solidarité de classe au-dessus des conflits d'intérêts qui la divisent. Les bourgeois se disputent entre eux pour le partage des profits que l'exploitation capitaliste leur permet d'arracher aux travailleurs ; mais ils demeurent d'accord entre eux sur l'essentiel : arracher le maximum de profits aux travailleurs ; maintenir à tout prix le régime qui est la source commune de tous leurs privilèges : le régime de la propriété privée des moyens de production, le régime de l'exploitation capitaliste.

Les dirigeants du trust Usinor sont contre le plan Schuman, ils n'en donneront pas pour cela un sou de plus à leurs ouvriers, à moins que la grève ne les y contraigne. M. Schneider, du Creusot, est lui aussi contre le plan Schuman : il n'en demeure pas moins un patron de combat. Bien au contraire : la part de profit que les capitalistes américains leur soustraient, les capitalistes européens s'efforcent, par une exploitation accrue, de la reprendre sur le dos des travailleurs.

L'essence de la politique américaine, c'est la défense du régime de la « libre entreprise », du régime du profit, de l'exploitation capitaliste. Et sur ce point fondamental les bourgeois du monde entier ne peuvent qu'être d'accord. Dans la lutte d'ampleur croissante que même les peuples coloniaux et les travailleurs du monde contre l'impérialisme, l'enjeu, c'est le régime capitaliste lui-même ; et ce régime ne peut se survivre qu'en préparant la guerre atomique d'extermination contre les peuples

coloniaux, contre la révolution prolétarienne et contre les États ouvriers. Les bourgeois d'Europe rechignent contre la politique américaine, mais ils s'y subordonnent toujours finalement, ils ne peuvent agir autrement, sans cesser d'être des bourgeois.

En subordonnant l'action de classe ouvrière à leur politique « d'union nationale » (les six derniers numéros de *France Nouvelle*, pleins d'indigestes tartines sur la « paix », le « pacte des cinq grands », etc., ne contiennent pas un mot sur la lutte pour les revendications ouvrières !), les dirigeants staliniens s'efforcent une fois de plus de canaliser les mouvements de masses dont ils prévoient l'explosion pour servir les intérêts de la diplomatie russe : aboutir à une négociation entre gouvernement russe et gouvernement américain.

Cette politique ne peut conduire qu'à de nouvelles défaites ouvrières, et par là-même à favoriser les préparatifs de guerre de l'impérialisme.

Les travailleurs ne peuvent entraver ces préparatifs qu'en réalisant le front unique le plus large sur un programme de classe — qu'en portant au pouvoir par leur action un gouvernement ouvrier et paysan — un gouvernement qui prendra ses mots d'ordre non auprès des « seuls Français », mais auprès des seuls travailleurs exploités.

Gérard Bloch
La Vérité n° 288 du 17 au 29 janvier 1952

(1) « *Huma* » du 9 janvier

(2) « *Huma* » du 12 janvier